

La Tunisie post-révolution entre enthousiasme et anxiété

Après un court séjour en Tunisie, **Jean François Coustillère**, consultant indépendant sur les questions méditerranéennes, exprime ses impressions et sentiments. Il analyse aussi les perspectives (et conditions) de la relance dans un pays qui fonctionne encore au ralenti.

La première impression en arrivant pour la première fois après la révolution du 14 janvier 2011 dans ce pays où j'ai vécu et que je fréquente assez régulièrement peut se traduire par les traits dominants suivants:

- une fantastique volonté de s'exprimer et de profiter pleinement de cette libéralisation de la parole;
- une anxiété face à l'avenir aujourd'hui incertain alors qu'il fut si longtemps prévisible, dans la sécurité mais aussi la contrainte;
- une formidable aspiration à une situation socio-économique meilleure;
- une grande fierté d'avoir été à l'avant-garde de la libéralisation arabe;
- une très grande déception face à l'attitude de la France jugée fidèle à sa compromission avec l'ancien régime, au-delà de l'acceptable, incapable de comprendre les enjeux;
- une forte résignation vis-à-vis de l'Union européenne (UE) manifestement peu consciente de l'importance des défis et des besoins à court terme.

Optimisme mesuré sur fond de grande incertitude

Si chacun en Tunisie s'exprime, du chauffeur de taxi à l'employé de banque, sans omettre l'universitaire et l'ancien ministre, c'est pour dire sa foi en l'avenir et sa fierté d'être tunisien, à la pointe du progrès démocratique dans le monde arabe, mais aussi pour faire partager ses craintes face à:

- une insécurité jugée inquiétante;
- un gouvernement soupçonné de soumission aux tenants de l'ancien régime ;
- des actions de destructions imputées aux hommes de main de l'ancien régime ou aux voisins régionaux ;
- une absence de progrès immédiats.

Il est bien difficile dans tout cela de faire la part des rumeurs et des fantasmes.

L'instrumentalisation est partout et multiforme, de l'attribution du meurtre de ce prêtre en février aux islamistes avant d'en découvrir le mobile crapuleux, en passant par les doutes entretenus sur le devenir des membres des familles Ben Ali et Trabelsi supposés détenus, mais vis-à-vis desquels courent toutes les hypothèses.

Il est certain que ce type de situation est assez courant, historiquement, dans le prolongement des révolutions. Il est aussi la conséquence de la liberté d'expression et d'information: les faits divers sont aujourd'hui connus et les avis divergents peuvent s'exprimer. La société découvre la nécessité de filtrer, évaluer, critiquer des informations multiples alors qu'elle était habituée à se voir imposer un politiquement correct sans remise en cause possible.

L'impression dominante est donc celle d'une très grande incertitude. Rien n'est gagné alors que tout à chacun s'emploie à faire preuve d'optimisme: un partage entre méthode Coué et extrême réserve.

Un pays riche des capacités de ses hommes et femmes

Quand on est un observateur étranger, français qui plus est, très attaché pour de multiples raisons à ce pays, on éprouve une certaine admiration pour ce peuple d'une dizaine de millions d'habitants, dans un petit pays qui ne bénéficie d'aucune rente et ne présente pas franchement d'importance stratégique, qui a su être l'avant-garde d'une révolte du monde arabo musulman de Méditerranée, et peut être de plus loin encore.

Regardée avec condescendance et sans beaucoup d'aménité par les pays frères, qui ne cessent de critiquer des avancées sociales jugées excessivement occidentales, la Tunisie a créé, en partie grâce aux actions entreprises par Habib Bourguiba, son premier président après l'indépendance, une société à peu près homogène, une administration parmi les plus performantes du monde arabe, une armée réellement républicaine, un peuple éduqué, un respect de l'individu, une économie plutôt performante, un système de santé et social en avance par rapport à ceux de ses pairs, une place pour les femmes, etc. Finalement les Tunisiens peuvent être fiers de leurs réalisations, ils les doivent à leurs efforts et à leurs sacrifices, conduits y compris durant l'ancien régime aujourd'hui déchu.

C'est tout cela qui existait déjà avant, mais qui restait enfoui dans le silence, du fait d'un régime autoritaire et écrasant, qui aujourd'hui explose dans une gerbe de fierté et de bonheur.

Mais la hantise du retour en arrière

Une dignité retrouvée certes, mais qui rapidement se confronte aux réalités quotidiennes qui ont fait le fond de la révolte initiale: pas de travail, pas de ressources, un coût de la vie élevée... une difficulté quotidienne pour vivre décemment: Mohamed Bouazizi qui sacrifie sa vie dans les flammes à Sidi Bouzid manifeste ainsi son incapacité à supporter cette situation inique.

Et c'est bien cela qui revient au devant de la scène aujourd'hui avec les manifestations qui se poursuivent, voire même s'amplifient à Tunis. La révolte a dénoncé un système injuste qui a produit une fracture entre une minorité de nantis et une majorité de laissés-pour-compte qui ne parviennent pas à survivre. Combien de fois ai-je entendu des Tunisiens autour de moi affirmer avoir découvert les sordides poches de pauvreté en Tunisie à travers la télévision: «On ne peut pas le croire, on ne savait pas...».

Oui, intelligemment (ou, plutôt, bêtement), le régime cachait des pauvres de plus en plus nombreux, de plus en plus pauvres. Aujourd'hui, la crainte majeure est que les décideurs reconduisent subrepticement un système comparable au précédent, qui confisquerait à nouveau les richesses aux dépens de la majorité de la population.

Alors comment faire? Je ne sais pas. Le nouveau Premier ministre, M. Caid Essebsi, parviendra-t-il à apporter des réponses à la société tunisienne, sera-t-il en mesure de rétablir la confiance, si l'on accepte l'hypothèse qu'elle ait existé dans le passé, entre le peuple et ses gouvernants? Je le souhaite très vivement car je crois en la Tunisie, je crois dans les Tunisiens qui ont su déjà dans le passé surprendre le monde par leur maturité et leur sens du compromis.

D'ailleurs, très égoïstement, les Français, les Européens ont besoin d'une Tunisie prospère, heureuse et sereine. Mais en tout état de cause, ce sont les Tunisiens et seulement eux qui trouveront la route à suivre. Les «conseillers n'étant jamais les payeurs», la Tunisie doit trouver en elle-même la ressource nécessaire pour faire ses choix, en se gardant de faire appel à des acteurs extérieurs. Ces compétences, ce savoir-faire et ce patriotisme nécessaires existent dans le pays.

Des pays amis pourraient ils épauler la Tunisie?

Pour autant, quelques aides sous forme d'accompagnements ou de soutiens pourraient être utiles sous réserve que la Tunisie le demande.

En effet, il est certain que la révolution a coûté cher et que la situation de l'économie a souffert, aggravant encore les problèmes d'emploi, ceux là même qui avaient causé les premiers soulèvements. Il faut faire vite pour que des progrès significatifs soient faits dans ce domaine sensible, confortant ainsi la légitimité de la révolution et, à terme, son succès. C'est sans doute dans ce sens, et très rapidement, qu'il conviendrait d'identifier des actions de coopération à engager.

Pour cela, il pourrait être envisagé de créer à l'initiative du Premier ministre tunisien et de ses équivalents de la rive nord de la Méditerranée des commissions mixtes, composées de techniciens, qui évalueraient en concertation les besoins du pays. Les domaines d'application potentiels semblent nombreux: hôtellerie, restauration, artisans du bâtiment, artisans de l'automobile, employés du tourisme, services des ports de plaisance, artisans du nautisme, etc., autant de secteurs susceptibles de créer des emplois à court terme.

En tous cas, il semble essentiel que les responsables des pays de la rive Nord adoptent une approche nouvelle et acceptent, dans leurs relations avec les dirigeants tunisiens, de privilégier une démarche où la Tunisie pourra déterminer les attentes prioritaires pour elle.